



HAL
open science

Curieux apprentissage ou l'apprentissage de la curiosité...

Célia Dèbre

► **To cite this version:**

Célia Dèbre. Curieux apprentissage ou l'apprentissage de la curiosité.... Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2002, Lire et dire l'architecture, 6, pp.163-167. hal-03174574

HAL Id: hal-03174574

<https://hal.science/hal-03174574>

Submitted on 19 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

C É L I A D È B R E **C u r i e u x a p p r e n t i s s a g e**
ou l'apprentissage de la curiosité...

Rares sont les étudiants qui commencent des études d'architecture en percevant la réalité de la profession d'architecte et surtout la diversité des parcours professionnels que cela offre. Des choix, souvent donc au départ alimentés par des fantasmes et des représentations d'une formation et d'une profession, s'affirment, se structurent au fil des confrontations (personnes, cours, disciplines, opportunités,...). Tenter de dévoiler un parcours, une démarche me permet aujourd'hui de positionner mes recherches dans le temps de leur gestation¹ non seulement dans leurs objets, ou dans le glissement des objets, mais aussi dans un processus en mouvement de la création de soi. Ainsi, la confrontation des disciplines pendant les études d'architecture permet de se positionner au terme du cursus, non pas en seul praticien potentiel, mais au croisement de l'architecture et des sciences sociales (sociologie, sciences politiques, etc.). Néanmoins la sensibilité aux sciences sociales n'im-

plique pas obligatoirement un éloignement de la pratique architecturale, des étudiants ayant eu le même parcours décident de devenir praticien². Plus généralement, ma démarche de recherche se situe dans la compréhension d'une part des systèmes d'interactions des différents acteurs qui participent aux projets urbains et architecturaux, aux mécanismes formels et informels qui contribuent à l'élaboration dans des sphères urbaines et rurales des espaces bâtis (les comités de quartier par exemple) et, d'autre part, des pratiques des habitants (stratégie familiale d'acquisition, de transformation et d'appropriation par exemple) qui font des espaces des lieux de vie, des espaces vécus... Quel vaste programme ! Développons maintenant nos objets de recherche afin de tenter de démontrer dans la mesure du possible qu'une seule démarche, une seule attitude en élaboration alimente le choix de deux sujets de recherche, et le glissement de l'un à l'autre.

Le cheminement qui a abouti à mon Travail personnel de fin d'étude (TPFE) sur des villages de la montagne libanaise³ a représenté pour moi un retour sur les outils que j'avais pu acquérir pendant mes études d'architecture, un retour parsemé de doutes, de questionnements, de tâtonnements, qui ont constitué pour moi un apprentissage des méthodes de recherche... Ainsi, à la fin de la deuxième année de DPLG, des rencontres et des circonstances particulières m'ont amené au Liban. Au départ, mon but pour le TPFE était de profiter de ce long séjour pour établir une programmation, prémices d'un projet qui aurait consisté dans la mise en valeur des espaces publics de ce village. Mais, au fur et à mesure, un décalage est apparu entre les outils acquis et leur mise en situation dans une réalité différente. Le désir d'intervenir sur les espaces publics relevait de mon apprentissage de la ville européenne et de ma formation. Si les espaces publics dans ces villages m'apparaissaient alors négligés, cela révélait, au-delà d'un site potentiel de projet, des logiques différentes d'appropriation de ces espaces. Ainsi, il semblait nécessaire de créer une nouvelle approche, une méthode de recherche qui me permettrait d'accéder à ce qui restait alors pour moi une entité complexe: les mécanismes de production de l'espace habité et leurs pratiques, dans ce contexte qui m'était encore inconnu. Je me suis donc détournée de ce projet de programmation, car à ce stade, la « non-connaissance » du contexte de ces villages m'aurait amenée, dans une démarche de projet, à appliquer des principes considérés comme universels, puisque délocalisables. Nous ne pouvons que rappeler les réalisations du Mouvement moderne, qui même si nous ne nous permettrons pas de

remettre en question ce qu'elles ont pu apporter, ont impliqué la réduction de l'architecture et de l'urbanisme à des objets réglés par des principes systématiques⁴... Cette attitude n'a-t-elle pas nié la dimension culturelle de la production de l'espace, en architecture comme en urbanisme, et peut-être aussi ce qu'est tout simplement l'architecture⁵? Cette dialectique entre l'objet et le milieu dans lequel il se développe révèle des réseaux complexes d'interactions, et nécessite de s'attarder sur l'intelligibilité de ces processus participant à la cohérence de ce tout qu'est l'architecture.

L'étude de deux villages de la montagne proche de Beyrouth a nourri lentement cette démarche... Au-delà de leurs différences structurelles, cette recherche a révélé surtout une différence plus surprenante relative à l'urbanisation. Si de nombreux éléments expliquaient cet état de fait⁶, la situation géographique, surtout dans un relief montagneux, impliquait un processus plus ou moins lent d'urbanisation. Il nous semble important d'insister sur l'opposition très forte qui existe au Liban entre la montagne et le littoral, qui représente une façade occidentalisée, urbanisée, qui incarne autant un réservoir d'emploi, de consommation et de loisirs, qu'une ouverture sur le « monde moderne ». Ainsi, l'urbanisation est d'autant plus forte et rapide que le village concerné offre une accessibilité facile et rapide au littoral. Par ailleurs, ces processus d'urbanisation, s'ils sont différents dans leur vitesse de développement, restent presque toujours à l'initiative des habitants. Le foncier était devenu la clef de la compréhension des liens entre les pratiques sociales et la production de la maison, des stratégies

familiales, de la représentation de la propriété, du regroupement d'un même groupe, des relations que peuvent entretenir les différents groupes sur un même territoire... De cette façon, la deuxième moitié du XX^e siècle a vu naître dans la montagne libanaise, comme dans de nombreux autres contextes ruraux, une nouvelle typologie de l'habitat au premier abord distincte des modèles traditionnels. Si l'apparition de nouveaux matériaux et de nouveaux dispositifs constructifs pourrait expliquer en partie l'apparition de ce processus, il nous faut dépasser ce premier constat pour en saisir les causes et le sens. Les mutations socio-économiques que peuvent subir ces villages pendant cette période s'accompagnent d'une transformation de la structure foncière. En effet, la fragmentation progressive de la petite propriété provoque progressivement son indivisibilité. Or, les traditions patrimoniales et matrimoniales se sont ancrées depuis l'accession à la propriété des paysans métayers à la fin du XIX^e siècle dans un rapport étroit, intime et systématique : la propriété foncière doit permettre aux familles de participer à l'accession à la propriété de leurs enfants. Ainsi, elle est perçue, dans un contexte où la sécurité sociale ne représente pas l'assurance d'un relais, comme le moyen privilégié, voire unique, de pérennisation de la famille. Pourtant, lorsque la propriété se restreint de génération en génération au point de devenir légalement indivisible, ce contrat social se reporte sur la maison parentale, qui fera l'objet d'une « re-construction ». De cette façon, si cette évolution sociale économique et foncière de la société montagnarde est accompagnée par l'insertion dans la conception de l'habitat de nouveaux paramètres (matériaux, dispositifs

constructifs, implantation, réglementation,...), cette dernière ne devient en fait que le moyen employé par les habitants pour adapter les stratégies traditionnelles de l'habitat à un nouveau contexte.

Observer les pratiques des espaces habités et les stratégies habitantes en termes de transformations du bâti, de l'accès à la propriété foncière et immobilière dans un contexte socio-économique en mutation (ou non d'ailleurs...) révèle donc une compétence permettant aux habitants d'intégrer de nouveaux éléments (de la modernité ?) à ces pratiques (de la tradition ?) dans la construction du tissu urbain de demain. A ce premier constat s'ajoute celui de l'éloignement des pouvoirs publics qui élaborent le cadre politique et réglementaire de l'urbain et planifient le territoire d'une population inconnue et invisible dans les sphères institutionnelles. Dans un contexte différent, la France, où les politiques, de par leurs discours, sont aujourd'hui pris d'une boulimie de participation habitante, de démocratie participative, cela signifie-t-il que le cadre institutionnel français serait capable d'intégrer dans les politiques publiques les compétences des citoyens ?

En France, la démocratie locale vise à mettre tous les membres de la communauté locale sur un pied d'égalité pour influencer sur la définition du bien commun, qui cela va de soi est un intérêt particulier d'un sous-groupe géographique par rapport à la démocratie nationale. La démocratie participative, par opposition à la démocratie représentative encourage l'intervention des citoyens au quotidien. Si dans un premier temps (celui du DEA¹) notre but était d'appréhender les modes d'appro-

priation des comités de quartier par la société civile (ou plus justement l'ensemble des habitants non impliqués professionnellement ou politiquement au processus de décision traditionnel), interroger aujourd'hui la réalité de cette instance c'est également réinterroger leur assimilation par les politiques au principe de démocratie participative. Parallèlement le développement d'un mode démocratique participatif implique-t-il obligatoirement une démocratisation de la construction urbaine ?

En effet, si les discours politiques à propos de participation évoquent actuellement la mobilisation de certains acteurs et l'implication de tous, ils énoncent également des ambitions qui visent à la fois le renforcement du débat démocratique et la possibilité d'une meilleure gestion municipale. Néanmoins, seules semblent être prises en compte les « forces vives » d'où la professionnalisation de l'intervention habitante et l'émergence d'une nouvelle classe d'intervenants⁸, ou peut-être simplement l'affirmation du poids politique de la classe moyenne et de ses exigences de partage du pouvoir et de participation. Les anciens adversaires seraient devenus des partenaires dans la construction urbaine, face à une autre partie de la population qui serait qualifiée (ou disqualifiée) de « non citoyen » (par qui ?). Le but des comités de quartier serait en fait de s'entourer d'un groupe d'acteurs qui possèdent les moyens (information, capacité à réfléchir la société, la ville, ...) pour rendre efficace une politique municipale afin de conserver le pouvoir. Ces comités de quartier participeraient de ce que nous appellerons une repolitisation urbaine, le développement d'une action collective autour d'un intérêt

commun qu'incarneraient les préoccupations urbaines. L'engagement autour d'une conception de la société que suscitait la « politique traditionnelle » se transformerait par ce phénomène en un engagement autour d'une conception territorialisée de la société ou d'une réduction territoriale de l'espace démocratique⁹. Ce phénomène de repolitisation urbaine serait couplé, le danger est là, d'une forme de confiscation de la citoyenneté par une classe de « propriétaires » (fonciers, immobiliers, culturels, ...). Nous pouvons cependant nous interroger, la question est là, sur les pratiques sociales et politiques de l'organisation collective formelle et/ou informelle (rôle du leader, maîtrise ou non de l'intermédiation, création de réseaux, formation de compétences, ...), qui plus ou moins éloignées des structures institutionnelles de la démocratie, construisent des formes d'association, de participation des citoyens aux actions publiques, à la construction urbaine. Notre objectif de recherche se positionnerait ainsi à la fois comme une analyse critique des dispositifs institutionnalisés du débat public participant à la construction urbaine et comme un révélateur et un analyseur de pratiques informelles du débat public.

Curieux apprentissage ou l'apprentissage de la curiosité... En effet, de l'architecture aux sciences politiques en passant par la sociologie, quel parcours surprenant ! Cependant, ce parcours d'une discipline à l'autre n'est en rien la quête d'un cadre disciplinaire¹⁰, mais plus la quête d'outils permettant d'approfondir une analyse croisée de la complexité des processus qui font les projets urbains (de la conception du projet, de son adaptation, de son travestissement au moment de sa réalisa-

tion et de son appropriation)... Cette quête n'est en rien un long fleuve tranquille, et n'est en rien aussi continue qu'il me plaît souvent de l'affirmer... En effet, si mon objet de recherche est resté le même (bien que certains puissent en douter), mes motivations ont souvent souffert du doute, de la mise en tension que suscitaient les confrontations disciplinaires. Les entre-deux sont riches de rebondissements, mais ils alimentent aussi parfois une non-appartenance disciplinaire, qui même si je la porte en bastion, est en même temps source d'incertitudes, de déstabilisation, de mise en porte-à-faux¹¹ : je ne suis ni architecte, ni sociologue, ni politologue... je suis seulement curieuse de savoir (de savoirs)...

Célia Dèbre

(1) Prenez ici ce terme comme une période de clarification et de formulation d'un objet qui aboutira à une recherche, un objet de recherche. Ainsi, autant le travail sur deux villages libanais que celui sur la participation habitante ont donné lieu à de longues périodes d'interrogation, de doute, d'hésitation qui ont abouti à terme à une formulation, même s'il semble être évident que la recherche qui en découle va en transformer la forme et le contenu...

(2) Voir dans ce même numéro l'entretien avec deux architectes de l'Atelier de la maison rouge.

(3) *Des villages libanais, entre héritages et mutations, sol, habitat et identité*, TPFE, Ecole d'architecture de Nantes, juin 1999.

(4) Même s'il apparaît évident aujourd'hui, comme le montrent certaines études (voir l'article de Jean-Yves Toussaint et Monique Zimmermann dans ce même numéro) que des réalisations qui alimentent les critiques du Mouvement moderne sont tout autant (voire plus) le résultat d'un système d'acteurs que celui de la simple réalisation d'une théorie.

(5) Il est alors nécessaire de « comprendre la diversité des objets architecturaux à la lumière de la diversité des phénomènes sociaux » (Christelle Robin, *Les cahiers de la recherche architecturale*, n°28). L'objet architectural devient alors moins important que sa façon d'exister, de se tisser avec toutes les autres composantes de la société. Cette diversité a souvent été niée par le passé pour la mise en valeur d'une architecture savante, qui nie et exclut souvent le rôle de l'habitant dans la production et l'appropriation de l'espace. Par exemple, Dominique Chevallier dans *La ville et le monde arabe*, présente la maison introvertie, fermée sur l'extérieur et s'ouvrant sur une cour intérieure. Ce modèle, qu'il définit comme étant « le type d'habitat arabe », est d'après lui récurrent dans tout le monde arabe. Or au sein de ces sociétés arabes, certaines n'offrent pas ce modèle, notamment le Liban, l'Égypte. En outre, certains types d'habitat qui allaient dans le sens de l'analyse de Chevallier, voient aujourd'hui leur mode de production se transformer. Ainsi, Rachid Sidi Boumedine décrit dans *L'architecture familiale en Algérie*, les transformations qu'il subit : « au lieu d'avoir accès et ouverture sur cour, l'habitation devient un bloc compact dont les ouvertures sont rejetées [...] sur la périphérie, c'est à dire avec la façade sur rue et la face dominant la vallée ». Nous noterons d'ailleurs au passage, que l'analyse de Dominique Chevallier est de plus en plus remise en question.

(6) La présence dans l'un de ces villages de grandes propriétés a gelé une grande partie du territoire, la mixité confessionnelle de la population a effrayé les acquéreurs potentiels, préférant par sécurité acheter des terrains dans des villages essentiellement maronites, etc.

(7) *Chronique d'une participation institutionnalisée, un comité consultatif de quartier à Nantes*, mémoire de DEA, « Villes et territoires », université François Rabelais, Tours, 2001.

(8) Qu'il nous est arrivé d'appeler maladroitement « notables » ou « propriétaires », mais ces appellations renvoyaient à des schémas que nous voulions justement éviter : ces nouveaux intervenants dans le débat urbain peuvent être des notables et/ou des propriétaires, mais ils peuvent également habiter en HLM, et/ou être au chômage... Ce sont le plus souvent des individus qui engagés dans une action collective (environnementale, sportive, éducative, etc.) ont acquis les moyens d'un pouvoir symbolique...

(9) Mabileau, 1999.

(10) A chaque fois, l'orientation vers une nouvelle discipline était plus un choix de personnes, avec leurs entrées sur ce thème, et non le choix véritable d'une discipline.

(11) Cette notion d'incertitude, de déstabilisation, de mise en porte-à-faux reste cependant pour moi un élément dynamique, générateur de recherche...